



Déclaration des responsables religieux au Sommet de Bordeaux

1. Les responsables religieux des pays du G8 réunis en Sommet à Bordeaux en 2011 poursuivent une série de rencontres ayant débuté en 2005. Accompagnés de leurs homologues venus d’Afrique, continent qui devrait être intégré aux réunions du G8 et du G20, et du Moyen-Orient, nous avons concentré nos travaux sur les préoccupations liées aux thèmes abordés par le Sommet à venir du G8 à Deauville, les 26 et 27 mai 2011, du G20 à Cannes les 3 et 4 novembre 2011. Nous avons élaboré des recommandations susceptibles de répondre aux questions que les crises actuelles posent à l’humanité.
2. Nos différentes origines et expériences enrichissent notre consultation. Le traumatisme du tremblement de terre, du tsunami et de la catastrophe nucléaire décrit par nos collègues japonais, l’expérience et les aspirations de nos amis des pays du Moyen-Orient et la profonde préoccupation de nos collègues africains quant à la marginalisation continue de leur voix, ont souligné l’urgence des questions considérées.
3. L’époque de plus en plus complexe et délicate dans laquelle nous vivons exige des approches globales. En tant que communautés religieuses, notre compréhension de l’universel est enracinée dans celle du Divin. Nous apprécions les efforts du G8 et le G20 qui élaborent des réponses globales aux enjeux actuels. Dans ce sens, nous souhaitons offrir nos réflexions dans un esprit de collaboration et de co-responsabilité.
4. Nos réflexions développent plusieurs des thèmes abordés lors de précédents Sommets des responsables religieux¹. En tant que croyants, nous nous considérons tous comme redevables à l’égard de la transcendance divine - l’auteur et créateur de toute chose. Cette dernière affirmation liée à notre engagement en faveur du bien commun nous incitent à envisager certaines des questions qui sont à votre ordre du jour aussi bien qu’au nôtre. Au centre de nos réflexions trônent des principes et des valeurs communes que nos religions respectent universellement : la dignité essentielle et irrévocable de tous les êtres humains, la responsabilité à l’égard de la création, les valeurs suprêmes que sont la réconciliation et le pardon, la centralité de la liberté et de la justice. Les politiques et programmes qui sont clairement en accord avec ces principes ont tout notre soutien.
5. Bien que les fidèles de nos traditions religieuses ne soient pas toujours à la hauteur de ces valeurs et malgré les craintes de certains qui considèrent que les convictions religieuses contribuent aux conflits, nous ne croyons pas que cela soit généralement le cas. Au contraire, l’engagement religieux peut être, et est généralement, une force qui porte le progrès que nous souhaitons tous voir se réaliser dans le monde. Nous nous engageons à nouveau en faveur du dialogue interreligieux et interculturel et nous nous félicitons des nombreuses initiatives qui se développent en ce sens dans le monde entier. Nous nous engageons d’une part à encourager nos communautés, à être proactives en

¹ Royaume-Uni (2005), en Russie (2006), en Allemagne (2007), au Japon (2008), en Italie (2009) et au Canada (2010). De nouvelles rencontres sont prévues : Etats Unis d’Amérique (2012) et Royaume Uni (2013)

vue de la réalisation de nos recommandations et d'autre part à travailler avec les autorités locales, nationales et internationales dans la même perspective.

6. Il y a trois ans, dans les affres de la pire crise financière que le monde n'ait jamais connue depuis la grande dépression, les dirigeants du monde se réunissaient à Washington pour le premier Sommet du G20. Il leur est apparu qu'une crise globale appelait une réponse globale. Cette nouvelle cohésion découverte doit être renforcée et élargie à d'autres États et parties concernées - société civile et communautés religieuses - et traduite en programmes d'action toujours plus efficaces. Seul un partenariat élargi, solidement fondé sur des préoccupations communes, peut espérer résoudre à long terme les problèmes structurels qui se posent aujourd'hui dans les domaines de l'économie, du développement, du changement climatique et du rétablissement de la paix.

7. Les événements actuels dans le monde, particulièrement au Moyen-Orient et Afrique du Nord, montrent clairement que tous les peuples veulent voir leur dignité fondamentale reconnue. Les États doivent travailler de concert pour garantir le droit à la liberté religieuse ainsi qu'à l'autodétermination politique. La tolérance, l'ouverture et la compréhension de la culture des autres peuples, sont essentielles à la survie même d'un monde interdépendant. Le pluralisme n'est plus seulement un atout ou une condition préalable au progrès matériel, il est une composante essentielle de la paix, de la sécurité et du développement humain. Les États doivent aussi travailler ensemble pour garantir le respect des droits religieux et culturels, aussi bien les droits individuels que celui des groupes de personnes, comme cela est défini dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les États doivent faire face à la réalité du nombre croissant des migrants, en considérant leurs situations spécifiques, leurs besoins et leurs droits.

8. Nos préoccupations générales et les recommandations, que nous développons ci-dessous, sont en faveur de la dignité humaine et du bien-être de la planète dans la mesure où elles sont affectées par la gouvernance mondiale, la situation macro-économique, le changement climatique, développement durable et l'investissement dans la paix

Réformer la Gouvernance Mondiale

9. Le G8 et le G20 offrent tous deux des forums importants pour la rencontre et la coordination des actions des dirigeants du monde, mais ces rassemblements manquent toujours de la légitimité capable d'avoir un impact mondial efficace. Cela ne dispense pas les gouvernements de leur responsabilité à l'égard de leurs citoyens. Ces réunions doivent apporter un complément à l'Assemblée Générale des Nations Unies et aux autres processus onusiens, plutôt que de les saper. Des mesures doivent être prises pour accélérer l'intégration formelle du G8 et du G20 dans le cadre du système des Nations Unies.

10. Le G20 doit ouvrir ses portes aux pays à faible revenu et tout au moins fournir un siège permanent à l'Union Africaine, à l'Amérique Latine ainsi qu'aux organismes régionaux d'Asie. Intégrer les nations représentatives de ces régions du monde permettrait une meilleure compréhension de nombre de questions difficiles ainsi qu'une meilleure compréhension dans la perspective de leur résolution.

11. Le fonctionnement du G8 et du G20 doit être rendu plus transparent de sorte que la société civile et les organismes religieux puissent prendre part à leur travail, influencer leurs décisions et s'assurer que les engagements soient bien pris et tenus. Il y a un grand besoin de garantir substantiellement l'accomplissement des engagements pris par le G8.

Situation Macro-Economique

12. Nombre de situations qui ont provoqué la réunion du G 20 en novembre 2008 n'ont pas encore été abordées. Les gouvernements ont eu raison de prendre les mesures qu'ils ont prises pour relever le système financier. Cependant, ces mesures nécessaires à la régulation des services financiers n'ont été encore ni adoptées, ni appliquées.

13. La crise a mis en lumière le fait que des marchés sans régulation ne sont pas nécessairement efficaces, stables ou capables d'autorégulation.

14. Il est urgent et indispensable d'établir un solide cadre réglementaire afin de prévenir de futures crises financières et de protéger les personnes les plus vulnérables. Chaque pays possède sa propre responsabilité pour traiter ces questions dans le contexte de sa propre économie. Mais les pays du G8 et du G20 ont la responsabilité de s'attaquer à ces problèmes quand ils apparaissent de manière transfrontalière.

Changement climatique

15. Le besoin le plus pressant à régler est celui du changement climatique, qui reste une menace imminente primordiale pour la sécurité actuelle et future, ainsi que pour la prospérité du monde. Les pays du G8 et du G20 peuvent et doivent renforcer l'engagement politique mondial afin d'agir et de sécuriser le traité exigeant dont le monde a tant besoin.

16. Les pays du G20 sont responsables d'environ 80% de l'émission mondiale des gaz à effet de serre. Ils doivent prendre rapidement des mesures qui assurent des investissements à faible production carbonique et remettent la planète sur la voie de la diminution de la concentration en CO2 dans l'atmosphère. Les pays développés et les plus grands pollueurs doivent prendre la tête du mouvement pour la réduction des émissions et pour la création d'un fonds financier innovant pour financer les technologies nécessaires à une économie faible en émissions de CO2.

17. Les technologies nouvellement développées devraient être accessibles gratuitement aux pays en développement afin qu'elles soient utilisées de manière la plus large possible.

18. L'impasse de ces dernières années suggère que les dirigeants du monde ne sont pas encore arrivés à un consensus sur les implications des énormes changements déjà survenus sur notre planète, après l'augmentation d'un peu moins d'un degré de température. Un tel consensus doit être forgé en faveur du passage à une économie faible en émission de CO2 et offrant des possibilités pour une nouvelle dynamique économique.

Développement

19. Dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, il est impératif que les budgets d'aide soient non seulement maintenus, mais qu'ils augmentent, pour que les pays honorent leurs engagements d'y consacrer 0,7 % de leur PIB. Cette aide en faveur des pays les plus pauvres constitue l'accomplissement nécessaire des Objectifs du Millénaire des Nations Unies pour le développement, qui doivent être atteints d'ici 2015. L'aide internationale doit ainsi toucher tous ceux qui vivent dans la pauvreté. Dans le cas d'États en faillite ou en situation d'échec, de nouveaux mécanismes d'aide doivent être développés, afin de fournir une assistance directe à ceux qui en ont le plus besoin.

20. Pour faire face à la pandémie du VIH-SIDA, il est important que la communauté mondiale reconnaisse la nécessité d'offrir dans le monde le droit d'accès universel à la totalité du traitement.

Des recherches et des développements récents démontrent que cela est possible et qu'une partie importante de l'Objectif du Millénaire pourrait indubitablement être atteinte d'ici 2015.

21. Le financement est nécessaire, mais il n'est pas suffisant pour le développement. En 2010, le *Consensus d'un Développement pour une Croissance Partagée* du G20 de Séoul a été une réussite importante et un grand pas en avant, mais maintenant, le Consensus doit être mis en œuvre.

22. Il est important que les pays développés ouvrent leurs marchés de manière unilatérale à des pays émergents et qu'ils élaborent des engagements contraignants en faveur de l'aide au commerce, afin que les pays émergents puissent profiter des possibilités offertes par la libéralisation des marchés.

Investir dans la paix

23. Les investissements mondiaux en faveur de la paix, insignifiants par rapport au budget militaire, devraient être augmentés, de même les instruments non-militaires nécessaires pour le maintien de la paix doivent-ils être renforcés et augmentés. Les conflits militaires violents – les tentatives de résoudre des conflits par la force militaire – ont généralement pour conséquence la perte de vies innocentes, le bouleversement de la société, l'arrêt du développement et la destruction de l'environnement. De plus, les réponses militaires au terrorisme affectent souvent les personnes innocentes et fournissent des motifs supplémentaires aux groupes terroristes, tout en mettant en danger les libertés fondamentales à l'intérieur des sociétés qui essaient de s'en protéger. Tous les efforts devraient être faits pour utiliser le dialogue et tout autre moyen non-violent pour empêcher le terrorisme et pour résoudre les conflits. Nous avons besoin d'une coopération plus forte pour que l'on cesse de transformer en victimes des groupes d'individus en raison de leur culture ou de leur religion, et pour protéger la dignité de ceux qui sont privés des droits humains fondamentaux, parmi lesquels la liberté religieuse et l'autodétermination.

Conclusion

24. Un partenariat plus fort, plus inclusif entre les partenaires, parmi lesquels les gouvernements et les autres parties prenantes, est essentiel pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui. Nous demandons instamment et respectueusement aux participants du G8 et du G20 de continuer à développer des réponses concertées aux défis mondiaux. Nous, les responsables de communautés religieuses à travers le monde, nous confirmons notre engagement à travailler ensemble pour le bien commun, au-delà de nos frontières religieuses, avec les gouvernements et les autres partenaires de bonne volonté. Nous restons convaincus – chacun suivant son enseignement et sa tradition – que la justice, la compassion et la réconciliation sont essentielles pour une paix authentique.

**Bordeaux
Mai 2011**